



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Yvonne D'Allaire

yvonne.dallaire@tpsgc-pwgsc.gc.ca

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Munitions Division (BK) / Division des munitions (BK)
11 Laurier St./11, rue Laurier
8C2, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Services de démilitarisation Services de démilitarisation et d'élimination de munitions et d'explosifs	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-217446/B	Date 2023-11-03
Client Reference No. - N° de référence du client W8486-217446	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$BK-387-29202
File No. - N° de dossier 387bk.W8486-217446	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2024-01-16 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: D'Allaire (387bk), Yvonne	Buyer Id - Id de l'acheteur 387bk
Telephone No. - N° de téléphone (613) 296-2352 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET ET NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS2

2. BESOIN2

3. PORTÉE POTENTIELLE ET CONTRAINTES2

4. LOIS ET POLITIQUES DU GOUVERNEMENT4

5. CALENDRIER.....4

6. AUTORITÉ CONTRACTANTE4

7. NOTES À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DE L'INDUSTRIE INTÉRESSÉS5

8. DOCUMENTS JOINTS.....5

9. QUESTIONS À PROPOS DE LA DR5

10. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES RÉPONSES.....6

11. TRAITEMENT DES RÉPONSES À LA DR6

ANNEXE A – BESOIN DU CANADA DE SERVICES DE DÉMILITARISATION ET D'ÉLIMINATION7

APPENDICE 1 À L'ANNEXE A – TYPES ET QUANTITÉS DE MUNITIONS ET D'EXPLOSIFS.....9

ANNEXE B – QUESTIONS À L'INTENTION DE L'INDUSTRIE12

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
SERVICES DE DÉMILITARISATION ET D'ÉLIMINATION DE MUNITIONS ET D'EXPLOSIFS
W8486-217446/B

1. OBJET ET NATURE DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

- 1.1 Le but de la présente demande de renseignements (DR) est d'obtenir des réponses aux questions soulevées au cours de l'amélioration supplémentaire de la définition du besoin en matière de services de démantèlement et d'élimination de munitions et d'explosifs du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC).
- 1.2 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) compte, au moyen de la présente DR, consulter l'industrie afin d'obtenir des réponses aux questions qui y sont formulées et d'en savoir plus sur la disponibilité des options.
- 1.3 Les parties intéressées sont invitées à remplir le tableau de l'annexe B pour répondre aux questions adressées à l'industrie et fournir des commentaires, puis à le faire parvenir à l'autorité contractante désignée à l'article 6 de la DR.
- 1.4 La présente DR ne constitue ni une invitation à soumissionner, ni un engagement de la part du gouvernement du Canada, ni une autorisation d'entreprendre des travaux pouvant être facturés au Canada.
- 1.5 Les réponses fournies aux questions de la présente DR ne seront pas considérées comme étant des soumissions en bonne et due forme et ne feront donc pas l'objet d'une évaluation formelle. La DR et toutes les réponses fournies aux questions qu'elle contient n'obligent ni n'engagent aucunement le Canada à publier une demande de propositions (DP) pour les services de démantèlement et d'élimination de munitions et d'explosifs, ni à attribuer un contrat à quelque répondant que ce soit.

2. BESOIN

- 2.1 Le MDN et les FAC ont besoin d'une solution à long terme de démantèlement et d'élimination de munitions et d'explosifs (ME) excédentaires, obsolètes, détériorés ou expirés.
- 2.2 Dans le cadre de la présente DR, la portée des services de démantèlement et d'élimination comprend tous les types de ME, y compris les munitions réelles, les munitions à blanc, les munitions factices/d'exposition associées aux munitions d'armes légères, aux munitions de gros et de moyen calibre, aux roquettes, aux missiles, aux grenades, aux pièces pyrotechniques, aux contre-mesures, aux mines, au matériel de destruction et aux composants auxiliaires de ME.
- 2.3 Le but est d'établir des mécanismes de passation de marchés avec un seul ou plusieurs fournisseurs en vue d'assurer les services de démantèlement et d'élimination de ME requis par le MDN et les FAC. Les services requis comprendront toutes les tâches connexes de logistique, de préparation du matériel, de manutention, d'expédition, d'entreposage et d'administration technique.
- 2.4 Le Canada envisage de passer un marché ou plusieurs marchés pour l'arriéré des services de démantèlement et d'élimination détaillé dans le tableau 1, appendice 1 à l'annexe A, qui doit être rattrapé dans les cinq ans suivant l'attribution du contrat, ainsi que pour des services de démantèlement et d'élimination des besoins définis dans le tableau 1 à fournir au cours de quatre périodes facultatives de cinq ans chacune.

3. PORTÉE POTENTIELLE ET CONTRAINTES

- 3.1 Le Canada ne peut pas fournir de dossier technique, d'information, de formules ni de dessins pour certains articles de ME destinés à la démantèlement et à l'élimination.

- 3.2 Une exception relative à la sécurité nationale peut s'appliquer au processus d'approvisionnement et au transfert de certaines matières au fournisseur de service.
- 3.3 Les méthodes et technologies de brûlage à l'air libre, de détonation à l'air libre et d'essai d'allumage/de fonctionnement statique ne sont pas permises pour la démilitarisation et l'élimination de ME.
- 3.4 La DR n'est pas assujettie au Programme des marchandises contrôlées, mais tout processus d'approvisionnement concurrentiel qui pourrait en résulter le sera. Pour obtenir de l'information sur le Programme des marchandises contrôlées, veuillez consulter le site Web de TPSGC <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html>.
- 3.5 Les services de démilitarisation et l'élimination d'articles de ME doivent être conformes aux règles de l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR). Pour obtenir de l'information sur l'ITAR, les fournisseurs peuvent consulter le site Web <https://www.ecfr.gov/current/title-22/chapter-I/subchapter-M> (en anglais seulement).
- 3.6 Pour tout marché résultant de la présente DR, une préférence pourra être accordée aux services canadiens. Pour obtenir de l'information sur la Politique sur le contenu canadien, les parties intéressées peuvent consulter le site Web https://canadabuys.canada.ca/fr/notre-processus-d-achat/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/chapitre-3#_3-130.
- 3.7 La Politique des retombées industrielles et technologiques, y compris la proposition de valeur, peut s'appliquer à tout processus d'approvisionnement concurrentiel résultant de la présente DR. Pour obtenir de l'information sur la Politique des retombées industrielles et technologiques et sur la proposition de valeur, les parties intéressées peuvent consulter le site Web www.ised-isdecanda.ca/site/retombees-industrielles-technologiques/fr. Les questions précises adressées à l'industrie en vue de déterminer si la Politique des retombées industrielles et technologiques s'applique et de quelle façon le Canada peut recourir à ce marché pour en tirer un avantage économique pourraient être publiées ultérieurement sur le site Web <https://canadabuys.canada.ca/fr>.
- 3.8 Le gouvernement du Canada envisage la possibilité d'intégrer un volet de participation des Autochtones dans tout processus d'approvisionnement concurrentiel résultant de la présente DR afin de respecter ses engagements en faveur du développement socioéconomique des Autochtones au moyen d'occasions de marché du gouvernement fédéral. Les parties intéressées peuvent communiquer avec le Bureau d'approvisionnement autochtone de Services aux Autochtones Canada (indigenouprocurement@sac-isc.gc.ca) pour toute question d'ordre général concernant l'intégration d'un volet de participation des Autochtones dans les marchés fédéraux. Pour obtenir de l'information sur le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, les parties intéressées peuvent également consulter le site Web d'Emploi et Développement social Canada <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/formation-competences-emploi-autochtones.html>. Les questions précises adressées à l'industrie en vue de déterminer les occasions de participation des Autochtones à tout processus d'approvisionnement concurrentiel résultant de la présente DR pourront être publiées ultérieurement sur le site Web <https://canadabuys.canada.ca/fr>.
- 3.9 La Norme sur la divulgation des renseignements liés aux émissions de gaz à effet de serre et l'établissement des cibles de réduction peut s'appliquer à tout processus d'approvisionnement concurrentiel résultant de la présente DR. Pour obtenir de l'information sur la Norme, les parties intéressées peuvent consulter le site Web <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32743>.
- 3.10 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF) s'appliquera à tout processus d'approvisionnement concurrentiel résultant de la présente DR. De plus amples détails sur le PCF seront communiqués lors de ce processus.
- 3.11 Aucune exigence de sécurité n'est associée à la présente DR. Toutefois, des exigences de sécurité pourront être associées à tout processus d'approvisionnement concurrentiel qui en résultera. Des renseignements supplémentaires sur les exigences de sécurité seront communiqués dans le cadre d'un tel processus d'approvisionnement concurrentiel.

- 3.12 Pour obtenir de l'information à propos des enquêtes de sécurité sur le personnel et les organisations ou des clauses de sécurité, les participants de l'industrie peuvent consulter le site Web suivant : <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>.

4. LOIS ET POLITIQUES DU GOUVERNEMENT

- 4.1 La liste ci-dessous répertorie quelques-unes des lois et politiques gouvernementales auxquelles tout processus d'approvisionnement concurrentiel résultant de la présente DR sera assujéti :

- a) *Loi sur la production de défense*
- b) Programme des marchandises contrôlées
- c) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF)
- d) *Règlement sur les marchés de l'État*
- e) Politique d'achats écologiques
- f) *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*
- g) *Loi sur le contrôle d'application de lois environnementales*
- h) *Loi sur les explosifs*
- i) *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses*
- j) Politique des retombées industrielles et technologiques
- k) Norme sur la divulgation des renseignements liés aux émissions de gaz à effet de serre et l'établissement des cibles de réduction
- l) *Loi sur l'évaluation d'impact*
- m) Politique d'inadmissibilité et de suspension

- 4.2 À mesure que des renseignements supplémentaires concernant les lois et les politiques gouvernementales seront disponibles, ils seront communiqués sur le site Web <https://canadabuys.canada.ca/fr>, au cours de la période d'affichage de la présente DR ou dans le cadre de tout processus d'approvisionnement concurrentiel qui en résulte.

5. CALENDRIER

- 5.1 Voici le calendrier provisoire associé à la présente DR et au processus d'approvisionnement concurrentiel éventuel :

- a) Date limite de transmission des réponses à la présente DR : 16 janvier 2024
- b) Publication de la version provisoire de la demande de propositions : automne 2024
- c) Publication de la version définitive de la demande de propositions : fin de 2024 / début de 2025
- d) Attribution d'un éventuel contrat : 2025

- 5.2 Toutes les modifications apportées au calendrier provisoire seront communiquées sur le site Web <https://canadabuys.canada.ca/fr> à mesure qu'elles seront disponibles au cours de la période d'affichage de la présente DR.

6. AUTORITÉ CONTRACTANTE

- 6.1 Remarques importantes à l'intention des répondants :

Toute information, communication ou correspondance doit être adressée UNIQUEMENT à l'autorité contractante. Il est interdit de communiquer avec tout autre membre ou représentant du gouvernement du Canada pour fournir des informations, pour soulever une contestation ou pour toute autre raison liée à la présente DR, y compris au moyen d'une copie conforme visible ou non d'un courriel ou d'une lettre.

- 6.2 Toute correspondance doit être adressée par courriel, dans une des langues officielles du Canada, à l'autorité contractante aux coordonnées ci-dessous :

Yvonne D'Allaire
Spécialiste en approvisionnements

Division des munitions - BK
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)

Courriel : yvonne.dallaire@tpsgc-pwgsc.gc.ca

6.3 Toute modification à la présente DR, le cas échéant, sera publiée sur le site Web AchatsCanada <https://canadabuys.canada.ca/fr>.

6.4 Le gouvernement du Canada invite les fournisseurs intéressés à consulter régulièrement le site Web AchatsCanada pour prendre connaissance de toute modification apportée à la présente DR.

7. NOTES À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DE L'INDUSTRIE INTÉRESSÉS

7.1 La présente DR ne constitue ni un appel d'offres ni une demande de propositions, et aucun contrat ni aucune entente pour l'acquisition des services décrits dans la présente ne sera conclu uniquement du fait de celle-ci.

7.2 Les dépenses engagées par le répondant pour répondre à la présente DR ne sont pas remboursables. Le répondant est entièrement et exclusivement responsable de toute dépense qu'il engage pour répondre, à ses propres risques, à la présente DR, y compris la présentation de renseignements et d'éventuelles visites.

7.3 Aucune discussion à propos de la présente DR ou d'un éventuel processus d'approvisionnement de services de démilitarisation et d'élimination de ME qui pourrait avoir lieu avec le personnel du MDN, de TPSGC ou avec tout autre représentant du gouvernement du Canada ou membre du personnel participant aux activités du projet ne doit être interprétée comme une offre d'achat ni comme un engagement de la part du Canada.

7.4 La participation à la présente DR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente DR ne servira pas à dresser une liste de fournisseurs potentiels pour d'éventuels travaux. De même, elle n'est ni une condition ni un prérequis à la participation à tout processus d'approvisionnement concurrentiel éventuel.

7.5 Dans les renseignements qu'ils communiquent au Canada, les répondants sont invités à signifier clairement par écrit ceux qu'ils considèrent comme des renseignements à caractère commercial protégé et confidentiel, exclusif, personnel ou comme appartenant à un tiers. Il est à noter que le Canada pourrait être obligé par la loi (p. ex. en réponse à une demande formulée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels) de divulguer des renseignements exclusifs ou à caractère commercial protégé et confidentiel concernant un répondant (pour plus de précisions, veuillez consulter <https://fintrac-canafe.canada.ca/atip-aiprp/privacy-privee-fra>).

7.6 Les répondants sont prévenus que le Canada pourrait utiliser les renseignements fournis en réponse à la présente DR pour élaborer des spécifications de rendement et planifier le budget en consultation avec des intervenants nationaux et internationaux. Les besoins pourraient être modifiés en fonction des renseignements fournis en réponse à la présente DR.

7.7 Les répondants doivent préciser par écrit si leur réponse, ou une partie de celle-ci, est assujettie au Règlement sur les marchandises contrôlées.

8. DOCUMENTS JOINTS

Annexe A – Besoin du Canada de services de démilitarisation et d'élimination de munitions et d'explosifs

Annexe B – Questions à l'intention de l'industrie

9. QUESTIONS À PROPOS DE LA DR

9.1 Toutes les enquêtes concernant la présente DR doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante à yvonne.dallaire@tpsgc-pwgsc.gc.ca au plus tard 7 jours ouvrables avant la date limite de transmission des réponses. Celles reçues après cette date pourraient rester sans réponse. Les parties intéressées doivent communiquer directement avec l'autorité contractante. Le MDN et les FAC ne répondront à aucune question liée à la présente DR.

- 9.2 Le Canada fournira une réponse à chaque question soumise par les parties intéressées sous la forme d'une modification à la présente DR publiée sur AchatsCanada <https://canadabuys.canada.ca/fr>.

10. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES RÉPONSES

- 10.1 Les réponses à la présente DR doivent être transmises par courriel, à yvonne.dallaire@tpsgc-pwgsc.gc.ca, au plus tard :

Le 16 janvier 2024, à 14 h, heure normale de l'Est (HNE).

- 10.2 Les répondants recevront un accusé de réception par courriel.

11. TRAITEMENT DES RÉPONSES À LA DR

- 11.1 Les réponses à la présente DR et les révisions communiquées oralement ou par téléphone ne seront pas prises en compte.
- 11.2 Les réponses reçues après la date limite de transmission des réponses pourraient ne pas être prises en compte, car il se pourrait que le calendrier ne laisse pas suffisamment de temps pour les examiner.
- 11.3 Le Canada apprécie les commentaires de l'industrie, mais il ne s'engage pas à répondre aux réponses ou aux commentaires qu'il pourrait recevoir.
- 11.4 Les réponses ne seront pas retournées.
- 11.5 Les réponses seront traitées de façon confidentielle, conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, et seront conservées en vue d'appuyer l'élaboration à l'interne de documents et de décisions de planification, et peut-être d'une éventuelle demande de propositions. Toutes les constatations rendues publiques seront formulées de manière à protéger les renseignements à caractère commercial protégé et confidentiel, conformément aux politiques fédérales.
- 11.6 Le Canada ne pourra, en aucune circonstance, être tenu responsable à l'égard d'une partie qui fournirait une réponse à la présente DR.

ANNEXE A – BESOIN DU CANADA DE SERVICES DE DÉMILITARISATION ET D'ÉLIMINATION DE MUNITIONS ET D'EXPLOSIFS

1. Généralités

La présente annexe fournit une description générale du contexte et des exigences pour la prestation à long terme de services de démantèlement et d'élimination de munitions et d'explosifs (ME) dont ont besoin la Défense nationale (MDN) et les Forces armées canadiennes (FAC).

2. Contexte

Le MDN et les FAC ont constamment besoin de démanteler et d'éliminer des articles de ME excédentaires, obsolètes, détériorés ou expirés, qui ne sont plus requis ou adaptés aux besoins. Ces articles doivent être démantelés et éliminés conformément aux règles du Programme des marchandises contrôlées du Canada et de l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR).

La démantèlement et l'élimination des articles de ME pourrait comprendre une partie ou la totalité de ce qui suit :

- 1) Le transport de marchandises aux installations de traitement, l'importation et l'exportation de marchandises;
- 2) Le démontage, le déconfinement, la fragmentation;
- 3) L'élimination de matières énergétiques et de résidus énergétiques;
- 4) La mutilation des douilles et des articles au point de les rendre méconnaissables comme munitions et inutilisables pour l'usage prévu;
- 5) La récupération de matériaux (opérations de réduction, de réutilisation et de recyclage); et
- 6) Le processus d'obtention de certificats de démantèlement/administration.

Dans le cadre de leur stratégie à long terme de démantèlement et d'élimination de ME, le MDN et les FAC entendent remplir la majorité des exigences de démantèlement et d'élimination de ME à l'état stable au moyen de mécanismes de passation de marchés pour des services commerciaux.

Le MDN et les FAC évaluent actuellement qu'à l'attribution du contrat l'arriéré totalisera environ 1 345 000 kg de matériel destiné à la démantèlement et à l'élimination, et estiment la quantité annuelle de matériel destiné à la démantèlement et à l'élimination à environ 150 000 à 250 000 kg par année par la suite. Toutefois, en raison du contexte politique mondial actuel, les quantités estimées pour l'arriéré et les besoins annuels pourraient augmenter ou diminuer considérablement. Une estimation des quantités prévues à jour sera communiquée au moment de lancer un éventuel processus d'approvisionnement concurrentiel.

3. Portée des travaux

Les services requis pour la solution de démantèlement et d'élimination se divisent comme suit :

3.1 Travaux de démantèlement et d'élimination

- a. L'arriéré total de munitions et d'explosifs à l'attribution du contrat doit être démantelé et éliminé dans les 5 ans suivant l'attribution du contrat.
- b. Une fois la totalité de l'arriéré éliminé, les munitions et les explosifs spécifiés doivent être démantelés et éliminés chaque année (besoin annuel de démantèlement et d'élimination).
- c. La solution doit permettre la démantèlement et l'élimination de munitions et d'explosifs destinés à ces fins à la suite de futures décisions de dessaisissement, y compris l'élimination de types entiers de munitions et d'explosifs des stocks du MDN. La solution proposée doit être souple et évolutive afin de pouvoir répondre à une demande imprévue de services de démantèlement et d'élimination. La solution doit pouvoir s'adapter si les quantités diminuent ou si les quantités annuelles varient.

- d. La solution doit prendre en charge le transport du matériel à démilitariser et à éliminer, y compris le soutien nécessaire à la préparation du matériel pour le transport n'importe où au Canada, selon les besoins.

Remarque : L'appendice 1 de la présente annexe contient un tableau d'inventaire des articles actuellement en attente d'élimination, par type de munitions et d'explosifs, pour illustrer la portée et l'étendue du besoin.

3.2 Gestion du programme

- a. La solution de démilitarisation et d'élimination doit répondre aux besoins de démilitarisation et d'élimination à long terme tels qu'ils évolueront au cours des 25 prochaines années.
- b. La solution de démilitarisation et d'élimination doit comporter un programme interne de gestion de la sécurité.
- c. La solution de démilitarisation et d'élimination doit comporter un programme interne de gestion de la qualité.

3.3 Gestion de l'information.

- a. La solution de démilitarisation et d'élimination doit effectuer le suivi et l'analyse des données pertinentes (statistiques de traitement, traitement des prévisions pour la période de référence suivante, échéancier de retrait du matériel, etc.) découlant des activités de démilitarisation et d'élimination et les rendra accessibles pour le Canada.

3.4 Application des règlements

- a. La solution doit permettre la réalisation des activités de démilitarisation et d'élimination conformément aux règlements établis par les autorités compétentes en ce qui a trait à la sécurité du matériel, aux marchandises contrôlées, à la délivrance de permis d'explosifs, au transport, aux permis d'importation et d'exportation, à l'environnement, à la santé et à la sécurité au travail et à d'autres domaines de conformité applicables.
- b. La solution de démilitarisation et d'élimination doit pouvoir être adaptée en fonction des modifications apportées aux règlements du Canada et de tout autre pays où les travaux ont lieu.

APPENDICE 1 À L’ANNEXE A – TYPES ET QUANTITÉS DE MUNITIONS ET D'EXPLOSIFS DESTINÉS À LA DÉMILITARISATION ET À L’ÉLIMINATION

Tableau 1 – Types et quantités de munitions et d'explosifs destinés à la démilitarisation et à l'élimination

Catégorie de ME	Sous-catégorie de ME	Description	Principaux types	Arrière (état initial)	Besoin annuel d'élimination (plage)
				[kg]	[kg/année]
MAL*	Munitions pour armes légères de calibre .50 (12,7 mm) et moins	Comprend tous les types de munitions pour armes légères (MAL) de calibre .50 (12,7 mm) et moins, les munitions réelles et les munitions à blanc - Comprend les cartouches constituées de différents matériaux (laiton, acier, plastique, composite)	Calibre .22, 9 mm, 5,56 mm, 7,62 mm, calibre .308, calibre .338, calibre .45, calibre .50, cartouches de fusil de chasse de calibre 12, munitions factices, etc.	21 200	0-25 000
	20 mm à 24 mm	Munitions de moyen ou gros calibre, y compris les petites roquettes (complètes ou tête explosive) et les mortiers.	20 mm	93 000	30 000-40 000
	25 mm à 40 mm		Lance-grenades automatiques de 25 mm et 40 mm	11 000	1 500-2 000
Moyen/gros calibre**	ME navals de 40 mm à 104 mm	- Articles contenant des ogives à explosif brisant, des pénérateurs à énergie cinétique, des charges creuses, cartouches à balle/plombs, projectiles perforants (perf), munitions à blanc, munitions pour tir d'exercice	Munitions de 57 mm préfragmentées, programmables, à fusée de proximité, mortiers de 60 mm, mortiers de 81 mm, MASS de 81 mm, Carl Gustav de 84 mm, ME navals de 76 mm	88 000	15 000-20 000
	105 mm à 155 mm		Munitions pour char de 105 mm et de 120 mm, munitions pour obusier de 105 mm et de 155 mm	170 000	45 000-60 000
Pièces pyrotechniques et leurres**	Pièces pyrotechniques*	Tous les types de pièces pyrotechniques produisant un éclairement (lumière), du son et de la fumée	Grenades fumigènes, projectiles fumigènes (105 mm, 155 mm), projectiles éclairants (105 mm, 155 mm), canettes électriques, fusées à parachute, mines éclairantes, pétards d'exercice, pots à feu, signaux de rappel de plongeur, balises de personne à la mer, signaux sonores sous-marins, fusées éclairantes d'aéronefs, signaux de détresse, fusées à parachute d'aéronefs, cartouches d'éjection	130 000	15 000-20 000
	Leurres	Leurres navals, aériens, terrestres pour la protection des plateformes, y compris les cartouches de paillettes, les fusées à infrarouge, les leurres électroniques et les cartouches de contre-mesure	Roquettes-leurres antiradars 100 mm, cartouches de paillettes de 5,125 po, autres fusées éclairantes d'aéronefs, leurres, contre-mesures	220 000	55 000-75 000
Explosifs, agents propulsifs et dispositifs**	Matériel de démolition	Outils d'élimination des munitions explosives, explosifs en vrac/de démolition, agents propulsifs en vrac, divers moteurs-fusées (sans ogive explosive)	Explosifs en vrac (C4, trigran), cordeaux détonants, détonateurs, amorces, fusées, allumeurs, allumettes-tisons, lots de destruction (charge Bangalore), initiateurs de tube à chocs, disrupteurs	500	100-200
	Agent propulsif			75 000	15 000-20 000
	Moteurs-fusées		Sacs de charges d'artillerie, agents propulsifs en vrac liés aux opérations de démilitarisation, carburant OTTO, poudre noire mk58, etc.	130 000	10 000-15 000
	Dispositifs à déclenchement pyrotechnique et	Dispositifs à déclenchement pyrotechnique et dispositifs actionnés par un agent propulsif Grande variété (152 x natures différentes)	Cordeaux détonateurs, cisailles, initiateurs, cartouches d'éjection instantanée, actionneurs à charge explosive, catapultes pour siège éjectable, séquenceurs d'explosifs, moteurs-fusées sous siège, moteurs-	20 000	2 000-2 500

Catégorie de ME	Sous-catégorie de ME	Description	Principaux types	Arrière (état initial)	Besoin annuel d'élimination (plage)
Roquettes et missiles**	dispositifs actionnés par un agent propulsif		fusées de déploiement de parachute, éjecteurs de verrière, cartouches de propulseur, cartouches d'extincteur, coupe-câbles		
	Grenades	Grenades à fragmentation, grenades sous-marines	Grenades à fragmentation diverses	4 000	100-200
	Mines		Mines antipersonnel, mines antichar (DM21), engins télécommandés, mines marines (Limpet)	250	50-100
	Grenades sous-marines		Grenade sous-marine DM211	20	0-50
Munitions chimiques complexes***	Missiles et roquettes communs	Missiles et roquettes communs/terrestres	Roquettes de 66 mm, roquettes d'exercice sous-calibrées, missiles TOW, missiles surface-air de système naval (RIM-66), missiles air-air (AIM-7), roquettes DUERAS de 82 mm, ogives explosives	150 000	10 000-15 000
	Bombes/roquettes/missiles d'aéronef	Bombes, missiles, roquettes, torpilles intégrés de plateforme spécialisée aérienne/marine	Bombes non guidées (500, 1 000, 2 000 lb), bombes d'exercice, accessoires et bombes d'aéronefs, missiles air-air (AAMRAM)	20 000	5 000-10 000
	Missiles navals et torpilles		Missiles navals sol-air, roquettes, torpilles	20 000	5 000-10 000
	Fusées, amorces, propulseurs d'appoint, agents antilueurs et traceurs	Tous les types de fusées, d'amorces, d'agents antilueurs, d'allumeurs et de traceurs	Tous les types de fusées d'ogive et de proximité, d'allumeurs électroniques et mécaniques, d'amorces à percussion, d'agents antilueurs, de tubes à friction d'allumeur, de détonateurs de bombe d'aéronefs, de balles traçantes/de réglage (en vrac)	10 000	3 000-4 000
Munitions pour l'entraînement	Munitions contenant du phosphore blanc et rouge ou un agent irritant au gaz CS	Tous les types/calibres de munitions contenant principalement du phosphore blanc, du phosphore rouge ou un agent irritant au gaz CS (2-chlorobenzalmononitrile)	Tous les types de fumigènes (60 mm, 105 mm), de grenades au gaz CS, de cartouches de lance-grenades au gaz CS de 38 mm, de capsules au gaz CS, de balises marines	130 000	3 000-4 000
	Munitions à risques atténués	Munitions contenant une charge de munition à risques atténués Remarque : Seuls quelques articles des stocks actuels du MDN contiennent une charge à risques atténués, cependant, des munitions à risques atténués devraient remplacer la plupart des munitions Brisantes actuelles dans un avenir rapproché	Tous les types actuels et futurs de ME contenant des matières à risques atténués	13 000	5 000-10 000
	Amiante, BPC et autres	Munitions contenant un produit chimique qui pose un risque pour l'environnement, la santé et la sécurité, comme l'amiante, les BPC (biphényle polychloré) ou d'autres composés chimiques néfastes	Munitions diverses	13 000	5 000-10 000
	Matériel d'instruction inerte (munitions factices et d'exposition)	Tous les articles de ME factices et d'exposition utilisés à des fins d'entraînement et d'exposition	Tous les types de ME factices et d'exposition : MAL, munitions de moyen/gros calibre, roquettes, missiles, bombes, mortiers, mines, etc.	6 000	500-1 000
Munitions pour l'entraînement	Munitions d'entraînement (charge inerte)	Tous les types de munitions d'entraînement contenant une charge inerte (bombes, munitions, mortiers à charge de ciment ou de plâtre)	Bombes d'aéronefs, munitions de moyen/gros calibre, mortiers, mines et autres articles de ME contenant du ciment ou d'autres matières de charge	20 000	10 000-20 000
	*Les balles traçantes/de réglage en vrac ne se classent pas dans cette catégorie. **Cette catégorie ne comprend pas les articles contenant du phosphore blanc, du phosphore rouge, un agent irritant au gaz CS, des munitions à risques atténués ou des matières dangereuses, qui se classent plutôt sous la catégorie de ME 'Munitions chimiques complexes'. ***Articles de ME (types et calibres divers) nécessitant des procédures d'élimination spéciales.			Environ 1 345 000 kg	Environ 150 000-250 000 kg

Remarques :

- Le tableau est fourni à titre indicatif aux fins de la présente DR. Les catégories, les sous-catégories et les quantités peuvent changer au fil du temps. Un tableau à jour sera publié au moment de lancer un éventuel processus d’approvisionnement concurrentiel.
- Les articles de ME sont organisés en catégories et en sous-catégories afin de faciliter l’attribution de contrat pour des sous-catégories précises à différents fournisseurs de services, selon les besoins.
- L’arriéré constitue le besoin initial unique d’élimination actuellement prévu et le besoin annuel d’élimination, les quantités prévues d’articles de ME à éliminer chaque année pour chaque catégorie.

ANNEXE B – QUESTIONS À L'INTENTION DE L'INDUSTRIE

Les répondants sont invités à fournir leurs réponses à la présente DR en s'aidant du tableau ci-dessous. Toutefois, d'autres formats seront acceptés. S'ils emploient un autre format ou s'ils font des renvois, les répondants doivent identifier clairement les renseignements requis dans les documents fournis.

N° DE QUESTION	QUESTION	RÉPONSE
Q1	Profil du répondant a) Présenter le profil général de votre entreprise. Y inclure également toute information démontrant son expertise pour ce projet. b) Résumer les principaux contrats ou projets de prestation de services de démilitarisation et d'élimination de ME réalisés par votre entreprise au cours des 10 dernières années. c) Indiquer où se dérouleront (ville et pays) les travaux de démilitarisation et d'élimination (installations principales ou du sous-traitant). d) Fournir le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter pour toute question de suivi.	 a) <i>Nous vous conseillons de fournir ces renseignements sur une autre page ou dans un document distinct.</i> b) <i>Nous vous conseillons de fournir ces renseignements sur une autre page ou dans un document distinct.</i> c) d)

Q2	Capacité a) Votre entreprise est-elle en mesure de démilitariser et d'éliminer tous les types d'articles de ME présentés dans le tableau 1 ? b) Si votre entreprise n'est pas en mesure de démilitariser et d'éliminer tous les types d'articles de ME présentés dans le tableau 1, veuillez indiquer : i. Les types d'articles de ME que votre entreprise peut démilitariser et éliminer; et ii. Les types d'articles de ME que votre entreprise ne peut pas démilitariser et éliminer. c) Quels composants des articles de ME votre entreprise n'est-elle pas en mesure de démilitariser et d'éliminer? d) Si vous n'êtes actuellement pas en mesure de confirmer si votre entreprise est capable de démilitariser et d'éliminer tous les types d'articles de ME présentés dans le tableau 1, de quelles informations supplémentaires auriez-vous besoin pour pouvoir confirmer la capacité de votre entreprise ?	a) b) i. ii. c) d)
-----------	--	---

<p>Q3</p>	<p>Quantités</p> <p>a) Votre entreprise exige-t-elle des quantités minimales pour chaque type, calibre ou catégorie d'article de ME pour ses services de démilitarisation et d'élimination?</p> <p>b) Quelle est votre capacité annuelle maximale de démilitarisation et d'élimination pour chaque catégorie d'articles de ME indiquée dans le tableau 1?</p> <p>c) Votre entreprise serait-elle en mesure de prendre en charge une solution souple et évolutive afin de pouvoir répondre à une demande imprévue ou de s'adapter à une baisse de la demande de services de démilitarisation et d'élimination?</p>	<p>a)</p> <p>b)</p> <p>c)</p>
<p>Q4</p>	<p>Caractéristiques techniques et autres documents</p> <p>a) Votre entreprise serait-elle en mesure de démilitariser et d'éliminer les articles pour lesquels le Canada ne peut pas fournir de dossier technique?</p> <p>b) Si vous avez répondu « non » à la question précédente, de quel type de données techniques votre entreprise a-t-elle besoin?</p> <p>c) Quels documents sont requis pour le transport transfrontalier des articles de ME jusqu'aux installations de démilitarisation et d'élimination de la solution proposée?</p> <p>d) Est-ce que d'autres documents sont requis pour chaque étape du processus : entreposage des articles de ME par les FAC, transport des articles de ME, démilitarisation et élimination des articles de ME?</p>	<p>a)</p> <p>b)</p> <p>c)</p> <p>d)</p>

Q5	<p>Services de soutien</p> <p>Parmi les services de soutien suivants, lesquels votre entreprise est-elle en mesure de fournir dans le cadre des services de démilitarisation et d'élimination des articles de ME?</p> <ul style="list-style-type: none">○ Logistique○ Préparation du matériel○ Manipulation○ Emballage ou réemballage○ Transport○ Entreposage○ Administration technique*○ Demandes d'autorisation de transport○ Chargement○ Autres (veuillez spécifier) <p>*Le terme « administration technique » désigne ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Capacité de gestion de projet (y compris un programme interne de gestion de la sécurité, un programme interne de gestion de la qualité, la communication des données de démilitarisation/élimination des articles de ME, etc.);▪ Permis et certificats d'autorisation délivrés par les autorités compétentes pour les articles de ME;▪ Certificats de démilitarisation pour chaque article de ME traité;▪ Gestion des stocks d'articles de ME;▪ Surveillance des articles de ME (pour la stabilité des explosifs/agents propulsifs).	
-----------	--	--

<p>Q6</p>	<p>Structure du contrat</p> <p>Le Canada envisage de passer un marché pour l'arriéré des services de démilitarisation et d'élimination détaillé dans le tableau 1, qui doit être rattrapé dans les 5 ans suivant l'attribution du contrat, ainsi que pour des services de démilitarisation et d'élimination des besoins annuels définis dans le tableau 1 à fournir au cours de 4 périodes facultatives de 5 ans chacune.</p> <p>a) Votre entreprise serait-elle intéressée par un tel contrat assorti de périodes facultatives?</p> <p>b) Si vous avez répondu « non » à la question précédente, veuillez indiquer quelle structure serait souhaitable pour votre entreprise.</p> <p>c) À compter de l'attribution d'un contrat, de combien de temps votre entreprise aura-t-elle besoin pour éliminer l'arriéré des services de démilitarisation et d'élimination des articles de ME indiqué dans le tableau 1 (les types d'articles de ME que votre entreprise peut démilitariser et éliminer, conformément à votre réponse à la question 2)?</p> <p>d) Dans la mesure où la présente DR ne fournit pas d'information sur l'emballage existant et l'emplacement exact du matériel, combien de temps à compter de l'attribution du contrat votre entreprise pourrait-elle effectuer le transport des articles de ME de l'arriéré (indiqués dans le tableau 1) stockés dans les dépôts de munitions des FAC à Dundurn (Saskatchewan), Angus (Ontario), Rocky Point (Colombie-Britannique) et Bedford (Nouvelle-Écosse)?</p>	<p>a)</p> <p>b)</p> <p>c)</p> <p>d)</p>
------------------	---	---

Q7	<p>Certifications ISO</p> <p>a) Votre entreprise a-t-elle la certification ISO 9001:2015 ou a-t-elle mis en place un système de gestion de la qualité conforme aux principes présentés dans la norme ISO 9001:2015?</p> <p>b) Votre entreprise a-t-elle la certification ISO 14001:2015 ou a-t-elle mis en place un système de gestion de l'environnement conforme aux principes présentés dans la norme ISO 14001:2015?</p>	<p>a)</p> <p>b)</p>
Q8	<p>Visite des installations</p> <p>a) Autoriseriez-vous des représentants du Canada à visiter vos installations de démilitarisation?</p> <p>b) Le cas échéant, laquelle de deux options ci-dessous vous conviendrait le plus?</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Une visite en personne de représentants du Canada; ii. Une réunion virtuelle? 	<p>a)</p> <p>b)</p>

Q9	<p>Enregistrements</p> <p>a) Votre entreprise est-elle inscrite au Programme canadien des marchandises contrôlées?</p> <p>b) Votre entreprise est-elle inscrite auprès du Directorate of Defense Trade Controls (DDTC) des États-Unis, conformément aux règles de l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR)?</p> <p>c) Votre entreprise participe-t-elle au Défi carboneutre du Canada ou à une autre initiative équivalente ou, encore, applique-t-elle une norme équivalente qui l'oblige à mesurer et à divulguer ses émissions de gaz à effet de serre et à fixer un objectif de réduction des gaz à effet de serre fondé sur la science et conforme à l'Accord de Paris?</p> <p>Liens connexes</p> <p><u>Programme des marchandises contrôlées :</u> https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html</p> <p><u>Défi carboneutre du Canada :</u> https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/carboneutralite-2050/defi.html</p>	<p>a)</p> <p>b)</p> <p>c)</p>
-----------	---	-------------------------------

Q10	Ordre de grandeur approximatif des coûts Veuillez indiquer un coût approximatif non contraignant pour la prestation des services de démilitarisation et d'élimination pour les catégories et les quantités d'articles de ME indiquées dans le tableau 1. Veuillez indiquer les coûts estimatifs, sous forme de liste ventilée, pour la manutention, l'emballage et le réemballage, le transport et le stockage, ainsi que pour l'estimation du produit de la vente des matériaux de rebut.	<i>Nous vous conseillons de fournir ces renseignements sur une autre page ou dans un document distinct.</i>
Q11	L' établissement des prix a) Jusqu'à quand votre entreprise fournira-t-elle des informations sur les prix ? b) Les informations sur les prix seront-elles fermes ou simplement indicatives ?	a) b)

Q12	Données/Statistiques Quel type de données et de statistiques pertinentes, telles que les prévisions de traitement, les délais d'élimination du matériel, etc., liées aux activités de démilitarisation et d'élimination des munitions et des explosifs, votre entreprise suit-elle et analyse-t-elle ?	
Q13	Gestion de la sécurité a) Votre entreprise dispose-t-elle d'un programme de gestion de la sécurité ? b) Si oui, est-il conforme aux normes reconnues ? c) Pouvez-vous fournir une brève description du programme ?	a) b) c)

Q14	Autres renseignements Veuillez fournir tout autre renseignement pertinent pour la présente DR que votre organisation juge important.	
------------	--	--